

COURS

Politiques économiques et sociales

Tle

Programme de terminale générale, enseignement de spécialité — BO spécial n°8 du 25 juillet 2019

Un État qui ramène son déficit de cent cinquante à cent milliards d'euros n'a remboursé aucune dette : il continue d'emprunter, simplement un peu moins. La dette augmente encore. Confondre un flux annuel et un stock accumulé est l'erreur la plus répandue du chapitre — et celle qui fausse tous les commentaires de graphiques.

1 Déficit et dette

RÈGLE

Le **déficit** est un **flux** : la différence entre les recettes et les dépenses d'une **année**. La **dette publique** est un **stock** : la somme accumulée de tous les déficits passés, diminuée des remboursements. Réduire le **déficit ralentit la hausse de la dette publique**, cela ne la rembourse pas. Il faudrait un **excédent** pour que le stock diminue.

$$dette\ de\ fin\ d'année = dette\ initiale + déficit\ de\ l'année$$

LE PIÈGE QUI COÛTE LE PLUS DE POINTS

Écrire qu'un État qui réduit son déficit commence à rembourser sa dette publique. — Tant que le solde reste **négatif**, l'État emprunte encore : le **stock** continue de croître, simplement moins vite. C'est exactement la différence entre remplir une baignoire moins vite et la vider. L'erreur conduit à lire un graphique de dette croissante comme une contradiction avec une politique de réduction du déficit, alors que les deux sont parfaitement compatibles.

Le **réflexe** : Devant un chiffre budgétaire, demander : **flux** de l'année ou **stock** accumulé ?

La **dette publique** se rapporte le plus souvent au **PIB**, ce qui donne un **ratio**. Ce ratio peut baisser de deux façons : parce que le numérateur diminue, ou parce que le dénominateur augmente. Une croissance économique forte allège donc le ratio sans qu'un euro ait été remboursé — et une récession l'alourdit sans emprunt supplémentaire. Commenter une variation de ratio sans dire **lequel des deux termes** a bougé ne renseigne sur rien.

2 La politique budgétaire

DÉFINITION

Le **multiplicateur** keynésien mesure l'effet total d'une dépense publique supplémentaire sur l'activité. Le raisonnement : la dépense devient le revenu de quelqu'un, qui en consomme une partie, laquelle devient le revenu d'un autre, et ainsi de suite. Sa valeur dépend de la **propension à consommer** et de la part qui **fuit** vers les importations ou l'épargne. Elle est plus élevée en **récession**, quand des capacités sont inemployées.

$$effet\ total = dépense\ initiale \times multiplicateur$$

PROPRIÉTÉ

Une politique budgétaire est dite de **relance** quand elle augmente la dépense ou baisse les impôts, et de **rigueur** dans le cas inverse. Les deux ont des effets **différés** : les décisions budgétaires prennent des mois à produire leurs effets, ce qui rend le calage délicat. Un plan de relance qui produit ses effets une fois la reprise déjà engagée peut alimenter l'inflation au lieu de soutenir l'activité.

3 La politique monétaire

PROPRIÉTÉ

La politique monétaire agit par le **taux directeur** et, lorsque celui-ci est proche de zéro, par des mesures non conventionnelles dont le **quantitative easing** — l'achat massif de titres par la banque centrale, destiné à faire baisser les taux longs et à soutenir le crédit. Ses effets sur l'activité sont discutés, et ses effets sur le **prix des actifs** — donc sur les patrimoines de ceux qui en détiennent — le sont plus encore.

Les deux politiques n'ont ni le même **décideur** ni le même **calendrier**. Le budget relève du gouvernement et du parlement, avec un vote annuel ; la monnaie relève d'une banque centrale **indépendante**, qui décide plus souvent. Cette séparation est délibérée — elle vise à protéger la monnaie des échéances électorales — et elle a un coût : les deux politiques peuvent se **contrarier**, sans qu'aucune autorité ne les arbitre.

4 L'État-providence

DÉFINITION

L'**État-providence** désigne l'ensemble des interventions publiques qui protègent les individus contre les **risques sociaux** : maladie, vieillesse, chômage, accidents, charges de famille. Deux logiques le structurent. La logique d'**assurance** : des cotisations ouvrent des droits proportionnés à ce qui a été versé. La logique de **solidarité** : des prestations sont versées selon le **besoin**, financées par l'impôt. La **protection sociale** française combine les deux, ce qui explique la complexité de ses règles.

Le débat sur l'**État-providence** oppose des arguments qui ne portent pas sur les mêmes effets. Ses défenseurs soulignent la réduction des **inégalités** et la stabilisation de la demande en récession. Ses critiques invoquent le coût du financement et d'éventuels effets sur l'incitation au travail, mesurés de façon divergente selon les dispositifs étudiés. Une copie utile expose ce que chaque camp mesure, plutôt que de trancher en bloc.

ÉVALUER UNE POLITIQUE CONJONCTURELLE

- ① Identifier la **nature** de la politique : budgétaire ou monétaire, de relance ou de restriction ?
- ② Identifier le **problème** visé : insuffisance de la demande, inflation, chômage de quel type ?
- ③ Vérifier que l'instrument correspond au problème — un **chômage structurel** ne se traite pas par la relance.
- ④ Estimer l'effet attendu, en distinguant **flux** et **stock** dans les grandeurs budgétaires.
 $10 \times 1,5 = 15$
Une dépense de 10 milliards avec un multiplicateur de 1,5 produit 15 milliards d'activité.
- ⑤ Mentionner les **délais** et les effets non recherchés avant de conclure.

À VÉRIFIER

- Ai-je distingué **déficit** — flux — et **dette publique** — stock ?
- Ai-je dit qu'un déficit réduit **ralentit** la hausse sans rembourser ?
- Pour un **ratio** dette/PIB, ai-je dit **quel terme** a bougé ?
- Ai-je relié la valeur du **multiplicateur** à la conjoncture ?
- Ai-je mentionné les **délais** d'une politique budgétaire ?
- Ai-je distingué logique d'**assurance** et logique de **solidarité** ?

À RETENIR

- **Déficit** : flux annuel. **Dette publique** : stock accumulé.
- Réduire le déficit **ralentit** la hausse de la dette ; il faut un **excédent** pour la réduire.
- **dette fin d'année = dette initiale + déficit**.
- Un **ratio** dette/PIB bouge par son numérateur **ou** son dénominateur : dire lequel.
- **Multiplicateur** : effet total = dépense $\times$ multiplicateur.
- Il est plus élevé en **récession** ; les **fuites** — épargne, importations — le réduisent.
- Les effets budgétaires sont **différés** : le calage est délicat.
- Une relance ne traite pas un **chômage structurel**.
- **quantitative easing** : achat de titres quand le **taux directeur** est à zéro.
- Budget : gouvernement et parlement. Monnaie : banque centrale **indépendante**.
- **État-providence** : logique d'**assurance** et logique de **solidarité**.